

LA PARLOTE

Août 2011



TABLE DE CONCERTATION
DU MOUVEMENT DES FEMMES
CENTRE-DU-QUÉBEC

Une force collective
pour l'égalité

UNE DOUBLE INVITATION DE LA TCMFCQ

Dans ce numéro :

| | |
|---------------------------------|-----|
| Suivi séminaire | 2 |
| Pour une mode en santé | 2 |
| Regards sur 20 ans de féminisme | 3 |
| Nouvelles des groupes | 4 |
| Violence contre les femmes | 4 |
| Une journée dédiée aux aînées | 5 |
| Plan d'action pour l'égalité | 5 |
| Femmes à la retraite | 6-7 |
| Babillard | 8 |

Comme chaque année, la TCMFCQ tiendra, à la rentrée, son assemblée générale annuelle. C'est un rendez-vous important, car il permet aux membres de se rendre compte des actions réalisées par l'équipe de travail au cours de l'année 2010-2011. Il permet également d'élire les membres de la collective et aussi de déterminer les orientations pour 2011-2012.

Comme vous pourrez le constater à la lecture du rapport d'activités, l'année 2010-2011 a été fort chargée. La TCMFCQ a terminé son entente spécifique 2007-2011, a signé un addenda (prolongement de l'en-

tente en cours) jusqu'en décembre 2011, a entrepris les démarches pour une troisième entente. La TCMFCQ a aussi obtenu une subvention pour un projet en conciliation famille/travail/études/engagement social. Et tout ça en poursuivant son travail en défense des droits des femmes à travers les divers volets de la TCMFCQ : Femmes & pouvoir, Femmes & santé, Femmes & emploi, Femmes & collectivités.

partenaires, à un mini colloque sous le thème :

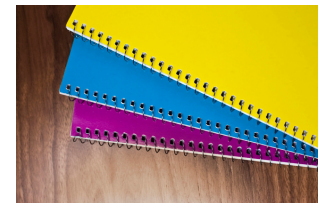
Objectif Égalité.

Par cet événement, nous invitons les leaders de la région en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à partager avec nous ce premier bilan, à identifier les enjeux à venir et à préciser les projets que notre région souhaite mettre en œuvre dans les prochaines années en vue de l'égalité entre les femmes et les hommes.

**OBJECTIF ÉGALITÉ
REPORTÉ AU
8 NOVEMBRE
2011**

UN DOUBLÉ

En plus de vous inviter à l'AGA, nous vous convions, membres et



ALORS SOYEZ DES NÔTRES!



TABLE DE CONCERTATION
DU MOUVEMENT DES FEMMES
CENTRE-DU-QUÉBEC

Jeudi le 15 septembre 2011, de 9 h 30 à 16 h

Complexe des Frères du Sacré-Cœur de Victoriaville
905, boul. Bois-Francs Sud, Victoriaville G6P 5W1

SUIVI SÉMINAIRE SUR L'HYPERSEXUALISATION

En février dernier, la TCMFCQ et ses collaboratrices organisaient un séminaire portant sur le poids de la perception de l'image corporelle sur la santé des femmes. Ce séminaire nous a permis de préciser certaines pistes d'action. Un comité de suivi a été nommé pour élaborer un plan d'action à partir de ces pistes. Le comité est formé des représentantes des groupes suivants : la Maison des femmes des Bois-Francs, le Centre de



Femmes Parmi Elles et le Forum jeunesse.

De plus, le Forum jeunesse et la TCMFCQ ont signé une Action jeunesse structurante (AJS) pour la promotion de modèles et de comportements égalitaires. Les deux organisations veulent ainsi poursuivre leur réflexion sur un phénomène en émergence, soit la sexualisation précoce des filles et ses impacts

sur leur santé physique et mentale. Cette AJS est réalisée grâce au soutien financier du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec auquel s'ajoute une contribution du Forum jeunesse et de la TCMFCQ. Le projet commencera en août 2011 pour se terminer en mars 2013.

Le comité se réunira pour élaborer un plan d'action en y intégrant les actions ciblées lors du séminaire de février.

POUR UNE MODE EN SANTÉ : AGISSEZ !

Le 29 mars dernier, le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF) a procédé au dévoilement du premier dépliant (style « look book ») visant à NOUS responsabiliser, individuellement et collectivement, face aux impacts de santé des images de la mode.

Faire évoluer les mentalités

Le RQASF réagit au fait qu'en tous lieux, un seul et unique modèle de beauté s'impose. Il déplore également que le culte de la jeunesse, l'hypersexualisation et le peu de diversité (ethnie, âge, handicap...) façonnent un modèle de beauté déconnecté de la réalité.

Avec ce dépliant, le RQASF fait la démonstration que la beauté peut s'exprimer différemment, et

il propose un guide pour nous permettre d'agir en faveur d'images corporelles saines et diversifiées.

Suivez l'actualité, suivez les nouvelles tendances sur le blogue : <http://rqasf.qc.ca/blogue>

Vous voulez faire plus, découvrez de quelle façon c'est possible :

<http://rqasf.qc.ca/information/image-corporelle>

Illustré de superbes photos mode, ce dépliant donne aussi la parole à tous ceux et celles qui ont participé à sa réalisation et qui croient qu'un changement est possible : les quatre personnalités qui ont accepté le rôle de mannequin; les designers de vêtements Louise Daoust (Lili les bains), Denis Gagnon, Mirmonde Phildor et Marie Saint-Pierre; la créatrice de bijoux Anne - Marie

Chagnon; également Sandrine Belleteste (styliste), Richard Bouthillier (coiffeur-maquilleur) et Marc Montplaisir (photographe).

Pour une responsabilité individuelle et collective

Ce dépliant fera l'objet d'une vaste distribution auprès de l'industrie de la mode (designers, fabricants, distributeurs, etc.) et des écoles de mode, aussi bien que du grand public.

Des dépliants sont disponibles à la TCMFCQ, il suffit de communiquer avec nous pour en recevoir des copies.

REGARDS SUR 20 ANS DE FÉMINISME

Les États généraux de l'analyse et de l'action féministes ont été lancés les 27 et 28 mai 2011 à Montréal. Ce grand rendez-vous a débuté avec une soirée publique le 27 mai et s'est poursuivi le lendemain avec une journée de réflexions et discussions sur des enjeux féministes actuels. Près de 300 femmes des quatre coins de la province ont participé à ces états généraux.

Au cours des ateliers et en séance plénière, les participantes ont déploré l'idée trop répandue que l'égalité homme femme est atteinte. Dans les faits, des inégalités persistent et des libertés restent à conquérir. Elles ont insisté sur la nécessité de faire de cette égalité une réalité pour toutes. Dans un passé relativement récent, le mouvement des femmes luttait pour la reconnaissance de l'égalité des droits au plan légal. Aujourd'hui, les féministes se battent pour faire reconnaître le droit des femmes d'être maître de leur vie. Malgré les gains obtenus, les participantes ont dénoncé plusieurs contraintes qui perdurent : l'image corporelle stéréotypée, la ségrégation sexuelle de l'emploi, le plafond de verre, le racisme et la xénophobie combinés au sexisme qui enferment des femmes dans des rôles peu reluisants, les salaires trop bas, la violence chez les adolescents et dans les jeunes couples, la pauvreté chez les aînées, la surmédicalisation, etc.



L'un des gains les plus importants identifié par la majorité des participantes est qu'il soit maintenant possible d'exister en soi, en dehors du rôle de mère. Par ailleurs, divers défis ont été identifiés concernant la place de la femme dans la sphère familiale qu'il s'agisse, entre autres, du partage des tâches, de l'équilibre à atteindre entre travail, études et vie familiale, de la reconnaissance sociale de la diversité des formes de familles.

De plus, les participantes ont fait état de leurs craintes face à la montée des fondamentalismes religieux dans la vie publique et au sein du gouvernement canadien. Il n'est pas question pour elles de reculer sur leur droit de choisir quand elles souhaitent être mères, sur leur droit à la contraception et à l'avortement.

Les États généraux se poursuivent

Lors des ateliers, les participantes devaient nommer les membres du comité d'orientation. Formé de 24 membres, le comité devrait guider la démarche de réflexion qui se déroulera jusqu'à l'automne 2013, pour se terminer

alors avec un Forum des femmes. Plus précisément, le comité d'orientation a pour mandat de :

- s'assurer que le processus des États généraux – *Le féminisme dans tous ses états*, reflète bien les valeurs du féminisme et de l'inclusion,
- élaborer la démarche globale des États généraux,
- voir à la réalisation de la démarche en s'appuyant sur un comité organisateur,
- faire en sorte que cette démarche rejoigne les féministes dans toute leur diversité,
- travailler à l'intérieur des balises financières venant du CA de la Fédération des femmes du Québec.

Le féminisme dans tous ses états appartient au mouvement féministe et sera orienté par le comité d'orientation, en consultation avec le mouvement.

N'hésitez donc pas à lui faire part de vos idées et réflexions via etatsgeneraux@ffq.qc.ca

Tout au long de ce processus de concertation, des assemblées publiques seront organisées, de

même que des tournées régionales. Les Québécoises seront invitées à participer à la réflexion, notamment en commentant des textes et des vidéos qui seront publiés via les médias sociaux.

NOUVELLES DES GROUPES

Partance est maintenant accessible à davantage de femmes!

Dès le 1^{er} juillet 2011, toutes les femmes « sans chèque » sont admissibles comme clientes chez Partance, peu importe le montant du revenu familial. Qu'elles vivent de leurs économies, du revenu de leur conjoint ou de leur REER, elles peuvent maintenant bénéficier des services de Partance tout comme les femmes



bénéficiaires de la sécurité du revenu. Leurs services sont toujours gratuits. On vous encourage à diffuser cette bonne nouvelle dans votre réseau.

Prix Égalité

La quatrième édition de cet événement a proclamé FPI gagnant dans la catégorie « Modèles et comportement égalitaires » pour

sa *Mini-trousse d'Ella La-flamme*.

Cette trousse est présentée en trois outils pédagogiques destinés aux enseignants et aux parents des élèves de 6^e année. Respectant le programme pédagogique, ce matériel sensibilise les enfants et responsabilise leur entourage à l'importance d'agir très tôt pour favoriser une réflexion libre de tout préjugé et de tout stéréotype social.

Violence contre les femmes : un fléau toujours bien enraciné

Pourquoi la violence contre les femmes persiste-t-elle? C'est à cette vaste question qu'ont tenté de répondre les invitéEs du deuxième colloque international consacré à la violence envers les femmes, à Montréal en juin dernier, en conclusion de quatre jours de débats, de conférences et d'activités.

L'actualité nous rappelle que la violence faite aux femmes existe toujours. « La violence envers les femmes ne cessera pas, croit Francine Lavoie, professeure à l'Université Laval. Il faut demeurer vigilantEs afin d'en préciser l'étendue et pour mieux réagir. »

En dépit des avancées des dernières décennies, les femmes demeurent encore victimes d'inégalités sociale, politique et économique. Pire, la violence faite aux femmes n'est souvent pas reconnue pour ce qu'elle est. Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec, cite l'exemple du chanteur Bertrand Cantat, condamné pour le meurtre



de sa conjointe, pour illustrer que de grands pans de société voient encore la violence conjugale comme un simple excès de passion. La violence faite aux femmes a aussi ses racines politiques, croit Alexa Conradi.

Fait étonnant, les jeunes sont les plus susceptibles de reproduire la violence ou d'en être victimes. Chez les adolescentEs, la jalousie est considérée comme une preuve d'amour. Plusieurs statistiques montrent aussi que sur la question du consentement sexuel, il y a encore des progrès à faire : en Angleterre, la moitié des jeunes hommes croient qu'avoir des relations sexuelles avec une femme trop ivre pour y consentir n'est pas un viol. « On dispose de peu de recherches sur les hommes, on ne sait pas comment faire pour qu'ils se sentent concernés », explique Holly Johnson, professeure à l'université d'Ottawa.

Mieux comprendre la victimisation

Enfin, Stéphane Guay, professeur à l'Université de Montréal, croit que la violence envers les femmes pourrait s'atténuer si l'on se penchait sur les victimes elles-mêmes. « On connaît peu de choses sur les facteurs de risque de violence conjugale. On connaît peu la transmission intergénérationnelle de la victimisation » croit ce spécialiste du stress post-traumatique. Les victimes potentielles tendent elles-mêmes à ne pas voir la violence comme un problème. De plus grandes connaissances sur la victimisation permettraient non pas de responsabiliser les victimes, mais de comprendre ce qui mène et ce qui maintient la victimisation, croit-il.

*Référence: Anabelle Nicoud,
La Presse,
Cyberpresse.ca,
Juin 2011*

UNE JOURNÉE DÉDIÉE AUX ÂÎNÉES

Le 6 avril dernier, 120 personnes de la région se sont réunies afin de travailler à l'amélioration des conditions de vie des aînés de la région.

L'étude du secteur aîné au Centre-du-Québec avait mis en lumière la réalité des aînés sur les thèmes du revenu, du travail, de l'habitat, de la santé, du transport, des loisirs, de la vie démocratique et de la participation citoyenne.



À la vue des résultats de cette étude, la nécessité de se mobiliser et d'agir concrètement s'est révélée indispensable. La journée du 6 avril a permis de proposer des actions lors d'ateliers de travail pour les 5 chantiers suivants :

- Santé et services sociaux
- Emploi-retraite
- Habitation-logement
- Implication sociale et citoyenne
- Lutte à la pauvreté

Constats de l'étude

L'étude a convaincu la Table aînés d'intégrer trois éléments transversaux au processus d'identification des pistes d'action :

La diversité de la population aînée

L'ensemble des personnes âgées ne constitue pas un groupe homogène à cause de la longueur de la période couverte (environ

50 ans de vie), de la diversité des histoires de vie, de leur ancrage dans une époque, etc.

L'analyse différenciée selon les sexes (ADS)

Les réalités des femmes et des hommes sont différentes. L'ADS s'applique tant à la compréhension du problème qu'aux mesures à instaurer.

Les spécificités territoriales

Les situations sont différentes en fonction du lieu d'habitation (rural

ou urbain) et des caractéristiques du milieu (quartier pauvre ou quartier plus favorisé, etc.).

Un document synthèse de la journée est disponible sur le site Web de la Table régionale de concertation des aînés du Centre-du-Québec au <http://aines.centre-du-quebec.qc.ca/>. D'ailleurs, vous trouverez dans ce document l'intégralité des actions identifiées lors de la journée de réflexion-action. Toutes ces pistes d'action sont en cours d'examen quant à leur faisabilité d'ici 2013.

La TCMFCQ
est
partenaire de
ce projet
pour l'ADS

Article tiré du document synthèse de la journée du 6 avril 2011, page 2

Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes

En juin dernier, le gouvernement du Québec lançait son 2^e plan d'action pour l'égalité. Si certaines mesures prévues sont intéressantes et démontrent les efforts du gouvernement pour atteindre l'égalité, certains enjeux sont complètement absents, entre autres la défense et la promotion des droits des femmes. Le plan d'action ne contient aucune

mesure pour soutenir financièrement les actions pour lutter contre les inégalités faites aux femmes.

Tout comme le dernier plan d'action, le maillon faible demeure le volet de la santé des femmes et celui de la conciliation famille-travail. Pourtant, il s'agit d'enjeux essentiels pour l'égalité des femmes.

Plus positivement, le plan d'action propose le retour d'un programme d'éducation sexuelle à l'école, mesure revendiquée par la Marche mondiale des femmes, des mesures pour des programmes d'accès à l'égalité en emploi, ce qui devrait faciliter l'accès des femmes aux métiers non traditionnels.

Les femmes et la retraite : un défi de taille

Les femmes tiennent les cordons de la bourse quand il s'agit du budget familial. Vrai ou simple cliché? Quelle est la réalité financière des femmes seules, des mères monoparentales, des conjointes et des veuves en 2011? Bien qu'ayant chacune sa propre histoire, elles partagent des préoccupations communes. *Conseiller* vous propose un tour d'horizon de ce qui est disponible au Québec en matière de finances personnelles et familiales pour les femmes. Ce portrait ne se veut pas « scientifique », mais illustre plutôt les besoins particuliers de votre clientèle féminine.

« Les femmes sont moins bien préparées que les hommes à la retraite », reconnaît d'emblée la présidente de l'Institut québécois de la planification financière et de l'organisme Question Retraite, Jocelyne Houle-LeSarge. Et cette réalité apparaît sous différentes formes.

Tout d'abord, les femmes ne touchent généralement pas le même salaire que les hommes, constate Mme Houle-LeSarge. Sans nécessairement gagner moins que leurs collègues masculins, même si c'est parfois le cas, les femmes occupent plus souvent des emplois précaires. « Elles sont nombreuses à travailler dans le commerce au détail, des emplois qui sont moins bien rémunérés et qui offrent un accès limité à un régime de retraite de l'employeur », dit-elle.

Les femmes doivent apprendre à se tricoter elles-mêmes un bas de laine pour la retraite. Une chose bien difficile, semble-t-il. « Lorsque les femmes ont un peu d'argent, peut-être qu'elles se préoccupent davantage des besoins des enfants et des autres membres de la famille plutôt que



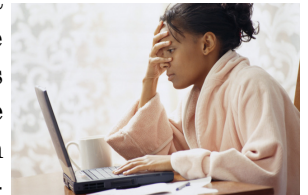
de leurs propres besoins » avance Mme Houle-LeSarge.

Les femmes connaissent également pendant leur carrière plusieurs temps d'arrêt, la naissance des enfants ou la nécessité de s'occuper d'un parent vieillissant par exemple. Ce faisant, elles opteront pour la solution qu'elles estiment la meilleure, soit un horaire de travail allégé ou le temps partiel. Leur avenir financier se trouve alors souvent hypothéqué.

À ce portrait pessimiste, il faut ajouter une espérance de vie qui s'allonge. Selon les plus récentes données actuarielles de la Régie des rentes du Québec (RRQ), les femmes qui ont aujourd'hui 65 ans devraient vivre jusqu'à 86,6 ans, soit 3,1 années de plus que les hommes. « C'est plus de 20 ans de vie active après la retraite pour ces femmes. Les recherches nous disent que les années en perte d'autonomie seront aussi plus longues », note Mme Houle-LeSarge. Ce qui signifie des coûts liés à des soins de santé prolongés plus élevés pour les femmes

Ce que disent les sondages

Ces préoccupations trouvent également des échos dans les sondages. Selon l'Indice canadien de report de la retraite 2011, publié par la Financière Sun Life, près d'une Québécoise sur deux (45 %) croit qu'elle travaillera au-delà de 65 ans. Ces dernières ne tiennent pas non plus pour acquis les prestations de retraite gouvernementales. Les femmes s'inquiètent davantage que les hommes de l'évolution de l'inflation et des prix des denrées alimentaires, démontre aussi cette étude.



Dans le domaine de la planification de retraite, le niveau de connaissances des femmes semble également moins élevé que chez les hommes. Le sondage Question Retraite 2009 révèle que près de deux Québécoises sur trois ont l'impression d'avoir « peu » ou « pas du tout de compétence » pour planifier elles-mêmes leurs finances en vue de la retraite.

(suite à la page 7)

Femme à la retraite : un défi de taille (suite de la page 6)

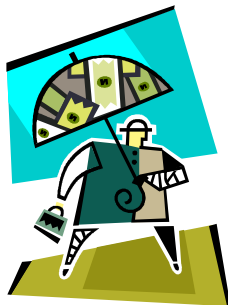
Des rentes inférieures

La retraite rend plus anxieuses les femmes que les hommes, avec raison. Les dernières données de la RRQ sont explicites. En moyenne, les femmes reçoivent une rente équivalant à 52 % de la rente maximale. Pour les hommes, la moyenne correspond à 72 % de la rente maximale, soit un revenu près de 40 % plus élevé.

De plus, les femmes cotisent moins d'années à la RRQ. En 2010, elles totalisent en moyenne sept années de moins que les hommes, soit 26,9 années de cotisation contre 34,3. Il faut aussi noter que le régime de retraite provincial permet aux femmes qui s'occupent d'un enfant âgé de zéro à sept ans d'exclure du calcul de la rente à la retraite ces années où leur revenu est plus faible.

Lorsqu'on examine les différentes sources de revenus à la retraite des aînés, le revenu de retraite des femmes est en moyenne inférieur à celui des hommes, à l'exception des prestations de Sécurité de la vieillesse. C'est le revenu des régimes privés de revenu d'emploi des hommes et des femmes qui affiche l'écart le plus important, soit 14 400 \$ pour les hommes et 9 200 \$ pour les femmes.*

Sensibiliser et éduquer financièrement les femmes. Des organisations s'en préoccupent!



Trousse de formation

La FFQ a produit une trousse de formation sur l'autonomie économique des femmes à trois étapes différentes dans leur parcours de vie : lorsqu'elles sont jeunes, lorsqu'elles sont aînées et lorsqu'elles sont engagées dans des parcours d'immigration. Lors de ces trois parcours de vie, les femmes font face à des discriminations qui se répercutent sur leur situation économique et leurs conditions de vie.

Avec cette démarche de formation et d'éducation populaire, la FFQ souhaite donner aux femmes un outil de plus pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes et pour leur permettre de faire une démarche de réflexion active sur les leviers possibles pour sortir de la pauvreté et atteindre l'autonomie économique collective.**

Guide de survie pour les femmes qui disposeront de faibles revenus à la retraite

C'est dans le cadre de la mise sur pied du Régime de retraite s'adressant aux travailleuses et travailleurs des groupes communautaires et de femmes que Relais-femmes a été sensibilisé aux questions liées à la sécurité financière des retraités. Il apparaissait clairement que plusieurs femmes manquaient d'information et surtout vivaient de l'impuissance face à ce qui les attend.

C'est pour répondre à cette situation que Relais-femmes souhaite développer « un guide de survie » à l'intention des femmes qui se dirigent vers la retraite. Cet outil d'éducation populaire se veut une réponse concrète aux nombreuses questions qu'elles se posent quant à leur future sécurité financière. Quelles sont les rentes auxquelles elles auront droit (rente du Québec, supplément de revenu garanti, etc.)? Quels sont les trucs et astuces pour diminuer les frais de subsistance au moment de la retraite? La diffusion des pistes de solutions, aussi petites soient-elles, sera un avantage pour la sécurité économique de ces femmes.

Des outils pour que les femmes développent des stratégies et des moyens concrets, afin d'éviter de se retrouver sous le seuil de pauvreté au moment de la retraite.

De manière générale, le guide s'adresse à toutes les femmes qui désirent réfléchir à cette question, et plus spécifiquement aux femmes de 55 ans et plus, qu'elles soient salariées ou non. ***

*Tiré de l'édition de juin du magazine **Conseiller**
<http://www.conseiller.ca/archives/>

Consultez-le en format PDF.

** Tiré du site Web de la FFQ sur l'onglet « Document »

*** Tiré du site Web de Relais-Femmes à l'onglet « Projets »

Une force collective
pour l'égalité
entre les femmes
et les hommes

TCMFCQ
19-A, rue de Courval
Victoriaville
G6P 4W2

Téléphone : 819-758-8282
Télécopie : 819-758-7624
Messagerie :
coordo@femmescentreduquebec.qc.ca

Site Web
www.femmescentreduquebec.qc.ca



N'OUBLIEZ PAS NOTRE
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
LE 15 SEPTEMBRE PROCHAIN

À 9h30

SUIVIE DE LA RENCONTRE
« OBJECTIF ÉGALITÉ »

Inscription: 819-758-8282

Courriel: info@femmescentreduquebec.qc.ca

**OBJECTIF
ÉGALITÉ
REPORTÉ AU
8 NOVEMBRE
2011**

Babillard

Une nouvelle présidente au Conseil du statut de la femme



Le Conseil du statut de la femme tient à souhaiter la bienvenue à sa nouvelle présidente, M^{me} Julie Miville-Dechéne, qui est entrée en fonction le lundi 15 août 2011. Le Conseil des ministres a procédé à la nomination de M^{me} Miville-Dechéne le 3 août dernier en remplacement de M^{me} Christiane Pelchat, nommée, par la même occasion, déléguée générale du Québec au Mexique.

Pays les plus violents pour les femmes

« La violence, le délabrement du système de santé et la pauvreté font de l'Afghanistan le pays de

la planète le plus dangereux pour les femmes, selon une étude coordonnée par TrustLaw, une entité de la fondation Thomson Reuters.

La République démocratique du Congo, où le viol atteint des proportions alarmantes, le Pakistan, l'Inde et la Somalie suivent dans ce classement mondial établi sur des critères allant des violences domestiques et des discriminations économiques jusqu'aux avortements sélectifs ou aux mutilations génitales ».

TrustLaw a interrogé 213 experts des « études de genre », spécialistes des rôles sociaux et économiques attribués aux hommes et aux femmes, sur six critères : la santé, les violences à ca-

ractère sexuel, les violences à caractère non sexuel, les facteurs culturels ou religieux, les ressources économiques et le trafic.

L'élimination du questionnaire détaillé pénalise les femmes

Ce sont les données réparties selon le sexe qui ont mené à la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes. « À défaut de données tirées du recensement, les groupes d'intervention auront de la difficulté à faire valoir leurs arguments et l'inégalité persistante des femmes deviendra invisible », a déclaré Martha MacDonald, professeure à la Faculté d'économie de l'Université Saint-Marys